

le député d'Ottawa-Ouest a saisi la Chambre, le scrutin tenu à la Jamaïque aurait bien pu être différent de ce qu'il a été.

A mon avis, le gouvernement canadien est coupable à l'heure actuelle à l'un des deux chefs suivants: soit de désirer supplanter le Royaume-Uni, qui a toujours joué le rôle de chef du Commonwealth, soit, pour d'autres raisons que je n'énumérerai pas, de vouloir saboter la conception même du Commonwealth. Nombre d'articles ont prétendu que le Canada cherchait à remplacer le Royaume-Uni comme chef de file du Commonwealth. J'ai été étonné d'entendre le ministre des Finances employer cet après-midi l'expression: «Les valeurs du Commonwealth vont fléchir.» C'est l'essentiel. Je n'ai jamais pensé que les liens, dans le Commonwealth, tenaient surtout aux dollars et aux cents, mais il semble que le présent gouvernement accorde plus de valeur aux intérêts immédiats et égoïstes du commerce canadien qu'aux valeurs historiques et traditionnelles qu'un grand nombre d'entre nous avons toujours associées à l'idée du Commonwealth britannique. Les paroles mêmes du ministre sont: «Les valeurs du Commonwealth vont fléchir.» C'est l'essentiel. Si la perte financière encourue par le Canada représente l'essence de notre loyauté et de notre amour pour le Commonwealth, je dis que le présent gouvernement tory n'est pas tory à proprement parler, mais plutôt un gouvernement égoïste. Si les liens du Commonwealth doivent faiblir parce que nous perdons de l'argent, j'affirme que le présent gouvernement tory trahit son propre nom.

L'hon. M. Fleming: Vous ne dites pas la vérité.

M. Regier: S'il adopte cette attitude, il est le destructeur du Commonwealth.

L'hon. M. Fleming: Telle n'est pas l'attitude du Canada.

M. Regier: J'ai dit il y a une année que le ministre des Finances parcourait l'Europe occidentale comme l'abominable homme des neiges, une massue sur l'épaule. Il n'a pas abandonné son bâton. Les discours et les rapports qui nous sont venus d'Accra montrent bien qu'il continue de se promener avec sa massue pour essayer d'en imposer au Royaume-Uni. En dépit des belles assurances que le ministre nous a données cet après-midi, affirmant que c'était le Royaume-Uni qui prenait sa décision, nous ne pouvons oublier que le gouvernement essaie de rallier à ses vues le plus de pays possible du Commonwealth pour empêcher le gouvernement du Royaume-Uni de prendre soin des intérêts de son propre peuple.

Je suis heureux que le ministre n'ait jamais nié que les plus grands intérêts du Royaume-Uni lui commandaient d'allier son économie à celle de la Communauté européenne.

L'hon. M. Fleming: Vous ne m'avez pas écouté, évidemment!

M. Regier: Nous disons simplement que le gouvernement doit aider le gouvernement du Royaume-Uni et se joindre à lui pour favoriser l'intensification des échanges commerciaux, non seulement entre les pays du Commonwealth mais entre les pays appartenant à la Communauté économique européenne et les pays du Commonwealth. A la longue, il en résulterait de réels bénéfices pour le peuple canadien. Pour conclure, je ne puis que rappeler les paroles du secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a déclaré, au moment où la Grande-Bretagne avait des difficultés au Moyen-Orient: «Le gouvernement donne un coup de couteau dans le dos de la mère-patrie.»

L'hon. M. Fleming: C'est une fausseté méchante.

M. Regier: Pas le moins du monde et le ministre le sait bien.

L'hon. M. Chevrier: J'invoque le Règlement, le ministre n'a pas le droit de dire qu'il s'agit d'une fausseté méchante. C'est une insulte pour le député. Il peut dire qu'une déclaration est fautive, mais dire qu'elle est méchante est contraire au Règlement du comité. Le ministre le sait bien, du reste.

Des voix: Rétractez-vous!

M. Regier: Je serai satisfait si le compte rendu reste comme il est. Si le ministre des Finances veut laisser ses paroles au hasard, cela le regarde. Il a souvent de ces insolences quand il s'échauffe. Je le répète, à lui de décider.

Je m'attendais que le présent débat porte sur les crédits du ministère. Je veux maintenant y revenir. Je sais que nous avons terminé le débat sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces. Je désire toutefois ajouter une déclaration à celles qui ont été faites, et je crois que le moment est bien choisi. Même si je suis de la Colombie-Britannique, l'une des régions les plus riches du pays, et même si notre premier ministre provincial se plaint sans cesse du mauvais traitement qu'il dit recevoir du gouvernement fédéral, j'affirme que je suis Canadien d'abord et citoyen de la Colombie-Britannique ensuite. Malgré la loi que nous